Document généré le 16 avr. 2024 06:03

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

URBAN HISTORY REVIEW
REVUE D'HISTOIRE URBAINE

Dynamique de croissance et de changement à Montréal de 1792 à 1819: le passage de la ville préindustrielle à la ville industrielle

Daniel Massicotte

Volume 28, numéro 1, october 1999

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1016556ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1016556ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)
1918-5138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Massicotte, D. (1999). Dynamique de croissance et de changement à Montréal de 1792 à 1819: le passage de la ville préindustrielle à la ville industrielle. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *28*(1), 14–30. https://doi.org/10.7202/1016556ar

Résumé de l'article

Entre 1792 et 1819, Montréal connaît une période de transformation majeure. Rompant avec la ville préindustrielle, elle devient une ville en voie d'industrialisation. Les premiers flux d'immigrants britanniques suite à l'ouverture du Haut-Canada amorcent une croissance démographique et un mouvement d'urbanisation sans précédent pour cette ville. En résulte un brassage ethnique et linguistique qui modifie en profondeur la société montréalaise. Le mode d'habitat subit une mutation considérable car de ville de propriétaires, Montréal devient ville de locataires. Le phénomène de pauvreté est en croissance et accélère le fossé social entre riches et pauvres. Cette polarisation fondée sur les niveaux de richesse s'inscrit dans une ségrégation de l'espace urbain. La structure économique est en transition car de ville de services, Montréal devient une ville de fabrication connaissant une diversification économique liée à l'implantation d'un capitalisme industriel et financier. Elle est également engagée dans une modernisation de ses services (eau courante, éclairage, ébouage, police). L'abandon des anciens symboles qu'étaient les fortifications et l'adoption des nouveaux symboles que sont le moteur à vapeur et les canaux complètent le tableau d'un Montréal engagé dans le passage de la ville préindustrielle à la ville industrielle.

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Dynamique de croissance et de changement à Montréal de 1792 à 1819: le passage de la ville préindustrielle à la ville industrielle[1]

Daniel Massicotte

Résumé:

Entre 1792 et 1819, Montréal connaît une période de transformation majeure. Rompant avec la ville préindustrielle, elle devient une ville en voie d'industrialisation. Les premiers flux d'immigrants britanniques suite à l'ouverture du Haut-Canada amorcent une croissance démographique et un mouvement d'urbanisation sans précédent pour cette ville. En résulte un brassage ethnique et linguistique qui modifie en profondeur la société montréalaise. Le mode d'habitat subit une mutation considérable car de ville de propriétaires, Montréal devient ville de locataires. Le phénomène de pauvreté est en croissance et accélère le fossé social entre riches et pauvres. Cette polarisation fondée sur les niveaux de richesse s'inscrit dans une ségrégation de l'espace urbain. La structure économique est en transition car de ville de services, Montréal devient une ville de fabrication connaissant une diversification économique liée à l'implantation d'un capitalisme industriel et financier Elle est également engagée dans une modernisation de ses services (eau courante, éclairage, ébouage, police). L'abandon des anciens symboles qu'étaient les fortifications et l'adoption des nouveaux symboles que sont le moteur à vapeur et les canaux complètent le tableau d'un Montréal engagé dans le passage de la ville préindustrielle à la ville industrielle.

Abstract:

Between 1792 and 1819, Montreal went through an major transformation; leaving behind preindustrial life, Montreal was on its way to becoming industrialized. The flow of British immigrants following the opening up of Upper Canada brought with it impressive demographic growth and an unprecedented shift toward urbanization. This caused an ethnic and linguistic mix that changed Montreal society profoundly. Housing styles changed considerably from a city of landlords to one of tenants. Poverty widened the gap between rich and poor. This polarity, based on levels of wealth, created a segregation of urban space. The economic structure also underwent a transition as Montreal moved from being a city of services to a manufacturing centre. The implementation of industrial and financial capitalism was directly related to this economic diversity. Montreal was also engaged in the modernization of its services (running water, lighting, sanitation, police). As the city abandoned old symbols of preindustrial life, such as the fortifications, it adopted new symbols of industrialization, namely the steam engine and the canals which complete the portrait of the new industrial landscape.

Introduction

Depuis sa fondation à l'époque de la Nouvelle-France, Montréal connaissait une très lente croissance démographique et économique. A partir des années 1790, elle rompt après un siècle et demi de ce régime et entreprend une transition majeure. Avec le tournant du XIXe siècle, les données qui caractérisaient Montréal aux XVIIe et XVIIIe siècles sont complètement transformées. Nos recherches nous ont amené à identifier trente années charnières, allant de 1792 à 1819, comme étant celles qui amorçent le changement social qui fera de Montréal une ville en voie d'industrialisation. Le texte qui suit vise à proposer une synthèse mettant en relief la dynamique de croissance et de changement qui se déroule au cours de cette période particulière, tout en élargissant à l'occasion la chrono-logie au XVIIIe et au premier tiers du XIXe siècle lorsque cela nous semblait utile à la compréhension. Nous y verrons que la croissance démographique enclenche un processus d'urbanisation, qu'une mutation du mode d'habitat habituellement associée à l'urbanisation et à l'industrialisation marque la société montréalaise, et qu'une polarisation sociale accélérant le processus de différenciation sociale va générer une ségrégation de l'espace urbain montréalais. Le réaméagement et la moder-nisation des infrastructures urbaines symbolisent ce nouvel esprit. Le brassage ethnique et linguistique met la société montréalaise au fait du pouvoir politique et économique de l'Empire britannique en Occident dont la toute nouvelle technologie industrielle, qu'amènent avec eux les immigrants, influence inexorablement la socio-économie montréalaise. Ce sont là des changements considérables compte tenu de la lenteur de la dynamique urbaine de Montréal qui prévalait jusqu'en 1790. Plus spécifiquement, c'est au cours des années allant de 1792 à 1819, selon nous, que des changements significatifs marquant une rupture avec le Montréal préindustriel hérité du Régime français apparaissent. Et cette période cruciale de l'histoire de Montréal n'a pas été suffisamment mise en lumière par l'historiographie jusqu'à maintenant.

Historiographie

Grâce à l'accumulation des recherches portant sur l'histoire économique et sociale de Montréal au cours des XVIIIe et XIXe siècles, on connaît de mieux en mieux le fonctionnement de certains aspects spécifiques de cette société et le passage du préindustriel à l'industriel auquel elle est confrontée. L'historiographie de Montréal a sensiblement évolué au cours du dernier quart de siècle et en particulier en ce qui concerne le découpage chronologique. Ainsi, dans un article déjà ancien, Louise Dechêne a dépeint un tableau éloquent de la difficile croissance économique et sociale de Montréal au XVIIIe siècle, parlant de "lenteur", de "faiblesse" et d'"inertie" pour caractériser alors son développement économique et démographique[4]. Malheureusement, la thèse de Dechêne ne couvrait pas vrai-ment la fin du siècle, soit les derniers dix à vingt ans. Parmi les premiers travaux de l'historien Jean-Claude Robert, sa thèse de

doctorat portant sur la période 1821-1871 apportait des éléments précieux pour comprendre la transition du préindustriel à l'industriel à Montréal[5]. Mais, bien qu'il mentionnait qu'au cours de la période allant de 1800 à 1821 Montréal expérimente le passage d'une première phase du capitalisme commercial (de type colonial car basée sur l'exploitation d'un produit unique), à une deuxième phase (fondée sur le contrôle des échanges commerciaux), son propos visait spécifiquement le passage entre ce capitalisme commercial « deuxième manière » et le capitalisme industriel[6]. Comme c'est de 1840 à 1860 que ce second passage se serait accompli selon les travaux du géographe Allan Pred auquel il fait référence[7], Robert ne débute la chronologie de son étude qu'en 1821. Ainsi, entre les essais de Dechêne et de Robert, il subsistait un trou d'une trentaine d'années, soit de 1790 à 1820, que ni l'une ni l'autre étude ne comblait de façon satisfaisante jusqu'à tout récemment et qui constitue, selon nous, une période cruciale pour comprendre le passage du Montréal préindustriel au Montréal industriel.

Pourtant, par leur intérêt pour le monde du travail, Robert Tremblay et P.A. Audet (auxquels nous pouvons rattacher les travaux de Hardy et Ruddel pour Québec) se sont intéressés à cette période. Ce groupe d'historiens a fait remonter aux années 1790 l'amorce des changements fondamentaux du monde du travail urbain qui conduisent à une organisation capitaliste de la production, comme une plus grande division du travail, l'apparition du "sweating system", l'instauration d'un rapport salarial et d'une discipline capitaliste du travail[8].

Mais la chronologie des changements de mode de production qui surviennent dans les métiers ont divisé particulièrement les chercheurs qui se sont penchés sur cet aspect. Un deuxième groupe d'historiens estime ainsi qu'ils n'apparaissent guère avant 1820 (endossant par là la première approche chronologique de Jean-Claude Robert). Posant clairement le problème dans le cadre de la « problématique de la transition du féodalisme au capitalisme », les membres du Montreal Business History Project (Robert Sweeny et Mary Anne Poutanen par exemple), devenu plus tard le Montreal History Group, ont endossé d'une certaine manière ce point de vue à cause du cadre chronologique adopté dans leurs travaux qui débutaient pour la plupart autour des années 1820. Selon Sweeny, le dynamisme propre des marchés locaux est le facteur primordial de la croissance économique et constitue le fondement des changements socio-économiques conduisant à la révolution industrielle[9]. Au surplus, remettant en question la méthodologie et le cadre interprétatif proposé par Tremblay, Audet, Hardy et Ruddel, l'historienne Joanne Burgess a insisté sur la continuité du processus de production et de la relation maître/artisan dans le secteur du cuir au moins jusqu'en 1831. Ainsi, en conclusion de sa thèse, Burgess écrit : « we argue that the quantitative differences between large and small craft producers did not result in any qualitative change in the craft system prior to 1831 »[10]. Pourtant, dans cette même thèse, elle fournit un certain nombre d'exemples concrets illustrant la thèse opposée, nous y reviendrons. De plus, dans la conclusion d'une recherche précédente portant sur l'industrie de la chaussure, elle insistait plutôt sur les éléments de rupture et plaçait ces changements à une époque antérieure. « L'organisation artisanale du travail et de la production, écrivait-elle alors, sera profondément altérée dès les années 1820 par la réorganisation du travail et de la production en réponse à l'extension du marché»[11]. Cette apparente contradiction chez un même auteur montre bien que la chronologie du passage du préindustriel à l'industriel à Montréal constitue un débat important chez les historiens.

Dans un ouvrage de synthèse publié récemment, l'historien Jean-Claude Robert propose une approche chronologique différente de ses premiers travaux. Les XVIIIe et XIXe siècle y constituent deux périodes distinctives. La période 1700–1799 est intitulée « La porte de l'Ouest » et la période 1800-1899, « De la ville à la métropole ». Cet historien situe entre 1800 et 1850 une phase de l'histoire montréalaise qu'il nomme « mutation urbaine », soit « une mutation décisive qui transforme la petite ville commerciale [...] en une métropole industrielle ». Deux étapes, selon lui, président à cette mutation: D'abord, les années 1800-1815 enclenchent une « réorientation » et une « diversification » de l'économie montréalaise et marquent une « transition » entre l'économie ancienne de la fourrure et « de nouvelles activités économiques plus diversifiées » répondant au développement des marchés tant extérieurs qu'intérieurs. Puis, entre 1815 et 1840, l'immigration britannique amène « un contexte de véritable reconstitution de la société urbaine » en bouleversant l'équilibre ethnique et linguistique et en changeant la physionomie de la ville. Pour l'historien Jean-Claude Robert, les changements économiques précèdent donc les changements démographiques[12].

Selon Jean-Claude Robert, mais aussi selon un autre historien, Alan Stewart, la « rupture la plus marquante » au cours du XVIIIe siècle est le remplacement des élites consécutive à la Conquête anglaise, tandis qu'au plan des activités économique, c'est la continuité. Selon eux, la croissance démographique de la fin du XVIIIe siècle n'est assurée que par la croissance naturelle et par l'arrivée des Loyalistes[13]. Avant 1800 et apparemment jusqu'en 1815, selon Jean-Claude Robert, l'immigration britannique est « quasiment inexistante » et ne joue pas un rôle important dans l'accroissement de la population montréalaise. Sur cet aspect, comme nous l'étayerons dans le texte qui suit, nous proposons une interprétation différente à ce propos.

Les travaux sur l'histoire de Montréal menés par Alan Stewart et son équipe du Centre canadien d'architecture ont porté spécifiquement sur l'évolution foncière de la ville *intra muros* de 1717 à 1805. L'évolution détaillée du parcellaire urbain a été étudié. Bien qu'il s'agisse là d'une recherche d'envergure, ses résultats restent limités. Au point de vue territorial, elle exclut les faubourgs. De plus, l'analyse de la distribution des fonctions urbaines à partir des métiers et professions des individus est sans doute utile, mais fournit une vision partielle de la situa-

tion puisqu'elle ne porte que sur la propriété, résidentielle ou locative. Comme elle inclut les propriétaires ne résidant pas sur place et exclut les nombreux locataires, les conclusions à tirer lorsque l'on désire embrasser l'ensemble de la population montréalaise restent limitées même si cette recherche rend compte de certaines tendances de la population. Pourtant, Stewart affirme qu' « au début du XIXe siècle, l'organisation sociale de la ville fortifiée et de ses faubourgs s'est complexifiée et une ségrégation spatiale y prend forme » ce que le cadre imposé par le corpus de cette étude ne permet pas de conclure véritablement[14]. Dans ses travaux antérieurs, Stewart avait étudié avec minutie le développement et la propriété foncière du faubourgs Saint-Laurent de sa naissance à 1810, mais cette recherche excluait également les locataires[15].

Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert se sont également intéressés à la propriété foncière montréalaise. En fait, ils ont analysé les données provenant du recensement de Montréal et de ses faubourgs effectué en 1825. Leur analyse, qui pose l'hypothèse de l'importance du capital foncier chez les élites canadienne-françaises nous renseigne sur la structure et la valeur de la propriété d'après les revenus annuels, les matériaux de construction ainsi que les origines ethniques des propriétaires. Toutefois, le phénomène de location immobilière et l'importance qu'il a pris à ce moment-là dans les habitudes d'habitation des Montréalais n'est pas suffisamment mis en relief selon nous. Également, étant donnée la nature de la source, il ne s'agit pas d'une approche diachronique visant à suggérer une périodisation des phénomènes étudiés. Incidemment, la situation décrite et analysée à partir du recensement de 1825 prend en grande partie son origine au cours de la période 1792–1819.

Notre étude entend s'inscrire dans le courant historiographique visant à alimenter la « problématique de la transition » ou « problématique des voies de passage » d'une société préindustrielle à une société industrielle. Toutefois, elle s'en démarque au point de vue de la chronologie en insistant sur les années 1792–1819. À ce titre, tout comme l'économiste Gilles Paquet et l'historien Jean-Pierre Wallot, et plusieurs de leurs étudiants comme les historiens Robert Tremblay et Jean Lafleur, nous considérons le tournant du XIXe siècle comme un point d'ancrage du changement social et économique au Canada qui mène au capitalisme industriel de la seconde moitié du XIXe siècle. Selon cette école, les vingt ans qui vont 1790 à 1810 mettent en place les principaux éléments de restructuration et de modernisation de l'économie bas-canadienne. Si Paquet et Wallot, endossant la théorie des staples d'Harold Innis, ont sous-estimé l'importance de l'expansion du marché intérieur, leur approche chronologique demeure quand même très valable selon nous[16].

Globalement, résumons les lacunes observées dans l'historiographie. D'abord, et ce malgré les révisions chronologiques récentes, l'historiographie n'a pas suffisamment mis en relief la période 1790–1820 et surtout le décrochage et la rupture qui s'opère en regard de la lenteur du développement prévalant avant 1790 dans un Montréal alors en continuité avec le Régime français. Ensuite, la chronologie spécifique de l'immigration britannique à Montréal pose problème en sous-estimant l'importance et le rôle social et économique qu'elle joue dans la ville avant 1815; notamment, en soutenant la primauté des changements économiques sur l'évolution démographique. Également, la division voire la contradiction chez les historiens du monde du travail, à propos de la périodisation relative aux changements technologiques associés à la première révolution industrielle, vient brouiller notre appréciation des premières manifestations à Montréal de cette nouvelle technologie. Enfin, l'étude de la propriété immobilière montréalaise a souffert d'un manque de vision d'ensemble au point de vue de la chronologie, de l'espace urbain ainsi que des groupes sociaux étudiés, notamment en ignorant les locataires et en soumettant des conclusions plutôt hasardeuses que ne justifiaient pas les paramètres de la recherche, notamment sur le thème de la ségrégation spatiale. En insistant sur les années 1792 à 1819, l'analyse qui suit vise à mieux cerner une période trop méconnue, selon nous, de l'histoire de Montréal et d'en saisir la dynamique de croissance et de changement dans une perspective de synthèse.

Pour y parvenir, nous nous sommes alimenté aux travaux de ces mêmes historiens et de d'autres chercheurs traitant de questions particulières. Mais nous avons fait également une large place à ceux-là même qui ont vécu ces changements. Ainsi, un grand nombre de sources qualitatives, soit une cinquantaine d'ouvrages rédigés par des observateurs contemporains ont été consultés. Le dépouillement de ces sources a d'abord servi à brosser à grands traits les changements de la structure physique et humaine de Montréal. Pour y parvenir, une cinquantaine de récits de voyage et de guides pour immigrants édités au cours de la période à l'étude ont été dépouillés, de même qu'un annuaire (directory), une description topographique et quelques journaux. Ils constituent des témoignages de toute première importance pour connaître les données démographiques, l'évolution de la vie urbaine et des problèmes sociaux (pauvreté par exemple) ainsi que la spatialisation de certains phénomènes (*intra muros*, faubourgs). La qualité de la source est sans doute inégale (certains récits sont même plutôt douteux), mais le cumul des témoignages sur tel ou tel aspect permet généralement d'en établir la crédibilité (et le recoupement avec d'autres sources vient souvent le confirmer). Pour le présent article, nous avons également mis à profit une banque de données constituée de quelque 11 123 baux de location passés devant notaires au cours de la période allant de 1731 à 1831 qui a servi à mener une recherche diachronique sur la location immobilière à Montréal[17]. C'est que l'évolution du marché locatif perceptible à travers le chronogramme des baux illustre une mutation majeure des façons de se loger à Montréal au cours de la période 1792–1819. Le territoire couvert par la présente étude concerne l'étendue de la ville et de ses faubourgs à la limite de la période, soit en 1819[18].

Croissance démographique et urbanisation

Depuis le Régime français, le pourcentage de la population urbaine de la vallée du Saint-Laurent décroît de manière sensible. Si à l'époque de la Nouvelle-France, la population des villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal compte pour environ 25%, elle représente seulement quelque 10% en 1825. Bien qu'important, ce passage est bien davantage attribuable au développement du monde rural de la Nouvelle-France au Bas-Canada qu'à une quelconque « désurbanisation », comme plusieurs historiens l'ont écrit. D'ailleurs, comme nous allons le constater pour le cas montréalais, la population s'accroît constamment et la ville connaît même une première véritable phase d'urbanisation, c'est-à-dire une croissance démographique continue.

Bien que les travaux les plus récents de l'historiographie permettent de mieux évaluer l'évolution démographique à Montréal, il reste que la plupart des chiffres de population disponibles reposent sur des estimations. La méthode la plus couramment employée consiste à calculer, à partir des données contenues dans les quelques recensements et dénombrements seigneuriaux disponibles, un ratio d'environ six personnes par ménage et sept à huit personnes par maison. Cette appréciation paraît assez juste si on la rapproche du ratio de six à sept personnes par maison calculé par Joseph Hadfield en 178517. Mais cette méthode, en soi, demeure fort imprécise.

Tout de même, dans l'immédiat, tournons-nous vers les chiffres recueillis ou proposés de cette façon par les historiens[19] (tableau 1 et graphique 1). Ainsi, en 1731 Montréal ne serait plus un village, mais bien une petite ville d'un peu plus de 3000 habitants, avec un bâti immobilier de 412 maisons. Jusqu'à la fin du Régime français, la progression de la population demeurerait lente, autour de 1% seulement par année[20]. En 1754, la population dépasserait à peine 4000 habitants.

La Conquête anglaise contribuerait à stimuler une certaine augmentation démographique car jusqu'en 1765 au moins la croissance annuelle se situerait autour de 2%. Ce pourcentage constitue une nette amélioration lorsque l'on sait que la courbe des naissances dans la paroisse de Montréal au cours du XVIIIe siècle suffit à peine à combler les pertes dues à la mortalité. Cette conjoncture passée, le taux d'accroissement s'abaisserait de nouveau, peut-être à moins de 1% par année, jusqu'au milieu des années 1780. L'absence de données pour la vingtaine d'années allant de 1784 à 1805 limite l'interprétation que l'on peut faire quant à la chronologie. Néanmoins, on remarque que la progression de la population s'améliorerait nettement et pourrait atteindre jusqu'à 2,4% par année. Si cette augmentation reste inférieure au taux d'accroissement de l'ensemble du Bas-Canada, qui se situe autour de 3,5% annuellement, par rapport à la ville de Québec elle marque des points. En effet, comme le note l'historien Alan Stewart, dans les années 1780 la population de Montréal rattraperait celle de Québec, qu'elle dépasserait définitivement par la suite[21]. Comme mentionné ci-haut, étant donné que le taux d'accroissement naturel dans la paroisse de Montréal est vraisemblablement inférieur à1% tout au long de la période étudiée[22], nous pouvons affirmer que la plus grande part de cette croissance est principalement attribuable à l'immigration.

Au début du XIXe siècle, la population montréalaise serait d'environ 9000 habitants. Malgré une certaine lenteur et peut-être même un recul entre 1813 et 1815, à cause de la guerre22, une croissance fort intéressante se déroulerait de 1805 à 1815 et atteindrait presque 3% par année. Cette lancée se poursuivrait de façon remarquable de 1815 à 1822 avec un

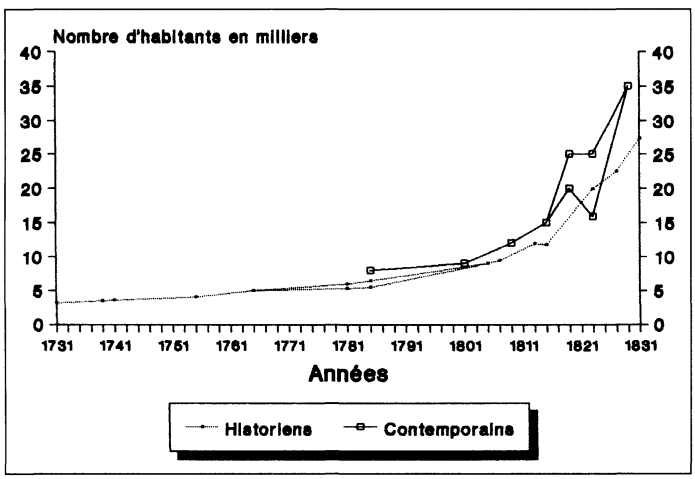
TABLEAU 1
Évolution et taux d'accroissement annuel de la population montréalaise de 1731 à 1831: estimés des historiens d'après les sources administratives

Années	*Nombre d'habitants*	*Période*	*Taux d'accroissement annuel*
1731	3 150[1]	—	—
1739	3 450[2]	—	—
1741	3 575[3]	—	—
1754	4 000[4]	1731–1754	1,0%
1765	5 000[5]	1754–1765	2,0%
1781	5 300a[6] 5 950b[7]	— —	— —
1784	5 500a[8] 6 423b[9]	1765–1784a 1765–1784b	0,5% 1,3%
1805	9 020[10]	1784a-1805 1784b–1805	2,4% 1,6%
1806	9 436[11]	—	—
1813	11 900[12]	—	—
1815	11 775[13]	1805-1815	2,7%
1822	19 900[14]	1815–1822	7,8%
1825	22 540[15]	—	—
1831	27 297[16]	1822–1831	3,6%

1. Stewart/dénombrement, *RAPQ*, (1941–1942).
2. Dechêne/AC, G1, 460-1, *Recensements du Canada*.
3. Dechêne/Perquisition de la Cie des Indes, *MSRC*, III, X (1921).
4. Dechêne/ recensement.
5. Stewart.
6. Dechêne/dénombrement, C.Perrault, *Montréal en 1781*.
7. Stewart/dénombrement.
8. Dechêne/ANC, MG 23; W.Kingsford, *The History of Canada*, VII, 204–205.
9. Stewart.
10. Robert/ASQ, Fonds Viger-Verreau, 01b, *Dénombrement de la paroisse de Montréal*.
11. Robert/ASSSM, dossier Statistiques, recensement.
12. Stewart/ANC, RG4, B19, Vol.1, *Assessment for the Year 1813*.
13. Robert/dénombrement de la milice, ASSSM, dossier Statistiques, *Mémorandum*.
14. Robert/Quebec Gazette, 3 juillet 1823; ASSSM, dossier Statistiques, recensement.
15. Robert/recensement.
16. Dechêne, Robert/recensement, JALBC, 41, app.Oo.

taux annuel de 7,8%. En 1825, selon Viger, Montréal compterait 22 540 habitants et 2 909 maisons; ce qui fait un ratio de 7,74 habitants par maison. La croissance s'estomperait quelque peu en fin de période tout en se maintenant au niveau relativement élevé de 3,6%. À la fin de la période, la population se situerait autour de 27 000 habitants. Ces chiffres révèlent le dynamisme particulièrement important de Montréal dès le tournant du XIXe siècle. La ville paraît alors expérimenter une première croissance démographique continue.

Graphique 1
Évolution de la population à Montréal, selon les historiens et les observateurs contemporains, de 1731 à 1831



Mais, les estimations démographiques des historiens ne tiennent pas compte d'un certain nombre d'aspects. La composition des ménages peut varier dans le temps, dans l'espace et selon des variables socio-économiques. La superficie des maisons dans la ville *intra muros* augmente avec le temps, de sorte qu'on peut présumer que plusieurs en viennent à loger un plus grand nombre de personnes et ménages. Beaucoup de locataires retrouvés dans les baux de location ne figurent pas dans les recensements de 1741 et 1825.

À cela, il faut ajouter le problème des populations flottantes. Le commerce des fourrures, par exemple, draine une fraction plus ou moins importante de la population vers les postes de l'Ouest une partie de l'année; les arrivées et départs provoquent ainsi des fluctuations saisonnières du chiffre de population. Aussi, le chiffre de population gonfle occasionnellement au cours de la saison navigable par l'arrivée de groupes d'immigrants, même si un certain nombre poursuivent leur chemin. Également, dès la fin du XVIIIe siècle des fermiers et marchands du Haut-Canada et des États-Unis viennent aux cours du printemps et de l'été vendre leurs produits à Montréal et y séjournent quelque temps.

Toutes ces raisons expliquent le fait que les évaluations de population des voyageurs et observateurs contemporains (tableau 2), soient généralement plus élevées que celles des historiens. C'est pourquoi il nous a semblé préférable de les considérer séparément plutôt que de les intégrer dans un même tableau. Malgré les problèmes d'interprétation qu'elles posent, ces évaluations sont intéressantes en ce que les taux d'accroissement annuels qu'elles permettent de calculer se rapprochent des estimations des historiens. En plus, elles fournissent une meilleure appréciation, selon nous, de la période 1815–1822.

TABLEAU 2
Évolution et taux d'accroissement annuel de la population montréalaise de 1784 à 1828: estimés des voyageurs et observateurs

Années	*Nombre d'habitants*	*Période*	*Taux d'accroissement annuel*
1784	8 000[1]	—	—
1800	9 000[2]	1784–1800	0,7%
1808	12 000[3]	1784–1808	1,7%
		1800–1808	3,7%
1815	15 000[4]	1808–1815	3,2%
		1800–1815	3,5%
1819	20 000a[5]	1815–1819a	7,5%
	25 000b[6]	1815–1819b	13,6%
1823	15 900a[7]	1819a–1823a	–5,6%
		1819b–1823a	–10,7%
		1815–1823a	0,7%
	25 000b[8]	1819a–1823b	5,7%
		1819b–1823b	0,0%
		1815–1823b	6,6%
1828	35 000[9]	1823a–1828	17,1%
		1823b–1828	7,0%

1. Estimé de J.Maude, Visit to the Falls of Niagara in 1800 (London, Longman, 1826), 239.
2. Estimé de N.Bosworth, *Hochelaga Depicta : the Early History an Present of the City and Island of Montreal* (Montreal, William Creig, 1839), 196.
3. Estimé de J.Lambert, *Travels through Lower Canada, and the United States of North America, in the Years 1806, 1807, ans 1808*, third edition, corrected and improved, vol.2 (Londres, Baldwin, Cradock, and Joy, 1816), 519.
4. Estimé de J.Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada, avec des remarques sur le Haut Canada, et sur les relations des deux provinces avec les Etats Unis de l'Amérique*, (Londres, W.Faden, 1815, [Montréal, Édition Élysée, 1978]), 156.
5. Estimé de J.Strachan, *A Visit to the Province of Upper Canada 1819* (London, 1820), 24.
6. Estimé de C.F.Grece, *Facts and Observations respecting Canada and the United States of America : Affording a Comparative View of the Inducements to Emigration presented in those Countries. To Which is added an Appendix of Practical Instructions to Emigrant Settlers in the British Colonies* (Londres, J.Harding, 1819), 40–41.
7. Estimé de E.A.Talbot, *Five Years'Residence in the Canada including a Tour through part of the United States of America in the Year 1823* (London, Longman, Hurst, Orme, Brown and Green, 1824), 65
8. Estimé de R.Trudeau, *Mes tablettes*, I, 42 (ANQM).
9. Estimé de J.MacTaggart, *Three Years in Canada : An Account of the Actual State of the Country in 1826–7–8. Comprehending its Ressources, Productions, Improvements, and Capabilities; and including Sketches of the State of Society, advice to Emigrants, &c.*, 2 vols. (Londres, Henry Colburn, 1829), 36.

Selon ces chiffres, de 1800 à 1815 le taux d'accroissement de la population montréalaise se situerait autour de 3,5% par année, pour atteindre des pourcentages extraordinaires jouant entre 7,5 et 13,5% de 1815 à 1819. Phénomène non moins intéressant, les années allant de 1819 à 1823 constituent une période incertaine où la population montréalaise pourrait s'abaisser. Quant à l'évaluation de 35 000 habitants en 1828 par John MacTaggart, elle nous paraît trop invraisemblable pour la retenir.

Bien avant que la hausse de la densité urbaine dans la ville *intra muros* les y invitent, l'augmentation du coût des terrains, des maisons et des logis locatifs à Montréal amène les petits propriétaires et les moins fortunés à s'établir dans l'un des faubourgs périphériques de la ville.

Si plusieurs maisons sont bâties très tôt à l'extérieur de l'enceinte, il faut toutefois attendre le milieu des années 1730 pour voir ces regroupements qualifiés de faubourgs. L'aveu et dénombrement seigneurial et le plan attribué à Chaussegros de Léry en 1731 n'en nomment aucun, de même qu'un plan anonyme datant de la même année[23]. Le recensement de la Compagnie des Indes de 1741, lui, énumère les faubourgs Saint-Joseph, Saint-Louis (Saint-Laurent) et Sainte-Marie et les plans de l'arpenteur Paul Jourdain dit Labrosse de 1761 et 1767 les montrent déjà bien développés[24].

Si l'on en croit l'historien Alan Stewart, la population des faubourgs rejoindrait celle de la ville *intra muros* dès le début des années 1770 et se situerait autour de 3 000 individus[25]. Les précieuses représentations picturales de la ville prises des flancs du Mont-Royal par différents artistes illustrent la croissance des faubourgs au cours de la période[26]. En 1825, selon le recensement dressé par Jacques Viger, 16 555 individus habiteraient les faubourgs, ce qui représente les trois quarts de toute la population de Montréal. La même année, le nombre de maisons s'y chiffrerait à 2 275.

Ainsi, la croissance démographique des années 1792 à 1819 serait principalement attribuable à l'arrivée d'immigrants à Montréal tandis que la croissance naturelle n'aurait eu que peu d'incidence.

Brassage ethnique et linguistique

La colonisation de la vallée du Saint-Laurent par une population d'origine française au XVIIe siècle amène les premiers groupes de résidents à s'établir sur l'île et sur l'emplacement qui devient la ville de Montréal. Pour les besoins de notre étude, nous désignons par l'épithète de « Canadiens » ces Français émigrés au Canada. Après la Guerre de Sept Ans et le départ de l'administration française, les Canadiens continuent d'alimenter en partie la population montréalaise. L'arrivée d'individus provenant des campagnes environnantes, par exemple, est un facteur à considérer. Les récents travaux du géographe Serge Courville ont montré qu'un mouvement de migration interne des habitants canadiens dirigé vers la plaine de Montréal à la fin du XVIIIe siècle en augmente substantiellement la population[27]. Pour la période couverte par notre étude, l'influence de ces groupes de Canadiens sur la croissance démographique à Montréal paraît toutefois plutôt secondaire. Et puisque la croissance naturelle de la population de la paroisse Notre-Dame de Montréal dépasse rarement 1% tout au long de la période étudiée, rien ne permet de croire qu'il en soit autrement pour la ville elle-même. Les individus qui assurent véritablement la croissance continue de Montréal année après année à partir du tournant du XIXe siècle proviennent donc majoritairement de l'extérieur.

Après la Conquête et au tournant du XIXe siècle, un certain nombre d'immigrants proviennent de l'Europe continentale, à l'exclusion de la France, comme des Italiens, des Allemands et des Juifs[28]. Mais, le groupe ethnique qui influence le plus la croissance de la population montréalaise à partir du tournant du XIXe siècle est celui des individus provenant des îles britanniques: Anglais, Ecossais et Irlandais. Après la Conquête, il est difficile d'évaluer à quel rythme les Britanniques s'installent à Montréal. Pour l'année 1765, nous possédons une liste confectionnée par les juges de paix qui énumère une centaine de Protestants résidant à l'intérieur des limites de la ville[29]. Par ailleurs, un registre tenu par le révérend D.-C. Delisle de 1766 à 1787 indique un total de 553 mariages dont 85% des conjoints sont d'origine britannique[30]. Vers la fin de la période, d'après les tablettes statistiques de Jacques Viger en 1825, les Britanniques représentent 44% des quelques 26 000 habitants de Montréal. Ils deviennent majoritaires en 1831 et le resteront jusqu'en 1866.

Ces chiffres englobent la part d'Anglo-Américains qui s'établissent à Montréal. Suite à la Conquête anglaise, un certain nombre de commerçants américains amorçent le mouvement d'immigration. Vingt ans plus tard, la fin de la Guerre d'Indépendance américaine amène au Canada les groupes de Loyalistes restés fidèles à la couronne anglaise. Par définition, on peut donc les considérer comme Britanniques de coeur. Si on sait que des Anglo-Américains choisissent Montréal et s'y installent, on peut difficilement évaluer leur nombre. Les rapports des contemporains demeurent contradictoires à leur sujet. En 1817, par exemple, Joseph Samson écrit: « There as been, and in time of peace, will continue to be, a great influx of Americans, chiefly from the New-England States, who are winding themselves into all the most active and ingenious employments »[31]. En 1825, selon Jacques Viger, les Américains comptent pour 3% des Montréalais, ce qui est relativement peu.

En ce qui regarde le mouvement migratoire vers l'Amérique provenant directement des îles britanniques, les travaux des historiens William Carrothers, Stanley Johnson, Helen Cowan et, récemment, de Kerby Miller l'ont suffisamment mis en lumière pour que nous puissions en esquisser les principales étapes au cours de la période à l'étude[32]. Ces travaux montrent que même si l'enregistrement des départs dans les ports anglais ne débute qu'en 1815, le phénomène migratoire préoccupe les autorités anglaises dès les années 1780 au point qu'elles doivent légiférer à son sujet. Cette politique protection-

niste visant à contrer l'émigration, plus ou moins efficace, est abandonnée après la guerre de 1812–1814. En 1815, suite à la démobilisation des soldats et pour soulager la misère de la population, le gouvernement anglais adopte pour une durée de deux ans des mesures « libérales » pour aider les émigrants. L'enregistrement des départs dans les ports anglais débute cette année-là. L'aide aux immigrants a stimulé un mouvement d'émigration, mais qui reste davantage dirigé vers les Etats-Unis. En 1816 et 1817, de nouvelles lois de navigation vont consolider l'émigration et l'orienter davantage vers l'Amérique du Nord britannique. Les auteurs consultés insistent sur la pauvreté des individus qui choisissent les colonies britanniques au cours de cette période. Au milieu des années 1820, de nouvelles lois protectionnistes sont mises de l'avant qui réussissent à freiner le mouvement migratoire, sans toutefois réussir à le contenir véritablement.

Les départs d'émigrants vers les colonies britanniques enregistrés dans les ports anglais montrent une courbe d'évolution qui correspond tout à fait aux périodes de libéralisation et de restrictions décidées par le Parlement anglais.

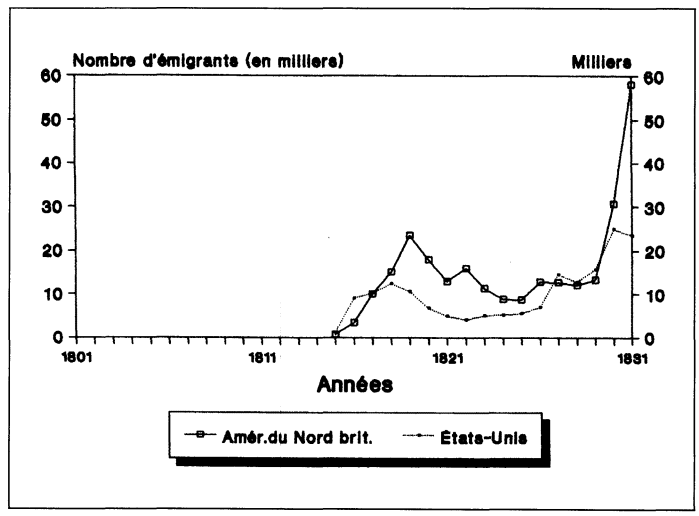
À cause de sa situation géographique particulière faisant d'elle un point de convergence du flux migratoire et une sorte de « gare de triage » avant le Haut-Canada ou la campagne environnante, Montréal offre une station importante dans l'itinéraire des immigrants. Pour cette raison, elle occupe aussi une place importante comme lieu de destination. Comme nous le verrons plus loin, les récits de voyage et les guides pour immigrants le mentionnent abondamment.

Le flux des immigrants provenant d'Angleterre à partir du tournant du XIXe siècle, a un impact considérable sur l'ensemble de la société montréalaise. Au fur et à mesure des débarquements, la composition ethnique de la société montréalaise est modifiée graduellement et la langue d'usage passe peu à peu de l'unilinguisme francophone au bilinguisme anglais-français. Au milieu des années 1790, par exemple, le français demeure la principale langue d'usage que les anglophones habitant Montréal, qui formeraient alors déjà peut-être le tiers de la population, s'efforcent d'apprendre. Un observateur de l'époque, Isaac Weld, le confirme:

> Les deux tiers au moins des habitans de Montréal sont François d'origine. Tous les négocians du premier ordre, et les agens du gouvernement, sont Anglais, Ecossais ou Irlandais, de naissance ou d'origine; mais tous passent pour anglais, aux yeux des anciens habitans. Ceux-ci ont conservé presque tous les usages et les moeurs de leurs ancêtres mais particulièrement leur langage. Ils ont une répugnance pour la langue anglaise, que rien jusqu'ici n'a pu surmonter, et il est très rare d'en trouver qui puissent même l'écorcher; mais les Anglais parlent presque tous la langue française[33].

Au milieu des années 1810 déjà, c'est à un Montréal bilingue que nous avons affaire si l'on en croit Benjamin Silliman.

Graphique 2
Émigration en partance des ports anglais, selon le lieu de destination de 1815 à 1831



Source: H.I. Cowan, British Emigation to B.N.A., 288.

> In the streets, both in town and country; in the steam-boats; in the markets; and, in short, every where, you hardly ever hear anything but French. All people of business, of education, of fashion and influence, speak both languages; and we were informed, that the proceedings of all courts, and all pleadings and arguments in them, are carried on in both. The common people in the towns generally speak both; many of those who come to market also; but in the villages we more generally found that they spoke French only[34].

Un autre commentateur à la même époque, P.Stansbury, soutient une observation semblable à celle de Silliman: « As a great part of the inhabitants are English, and some Americans, the two languages, French and English, are equally used »[35].

Une dizaine d'années plus tard, cependant, il est clair que l'anglais s'impose. Certains observateurs envisagent même qu'il puisse déloger le français définitivement vers le milieu du XIXe siècle. C'est le cas de Francis Fairplay, qui écrit: « The English language is now as much used as the French in the large towns; and it is by many supposed, that in another twenty years, or less, French will be spoken no where but in remote parts. This last circumstances proves that a change is working »[36].

Avec la venue de ces nombreux immigrants, la population montréalaise change rapidement, en un quart de siècle, tant dans sa composition sociale et ethnique que dans le chiffre de sa population. Au milieu des années 1810, Charles Grece affirme: « Montreal is one of the most enterprising, commercial, and thriving cities in all North America. Its population is about 25,000 souls; and if the present rage for emigration should continue but a few years, the numbers of inhabitants will be doubled »[37].

Mutation du mode d'habitat

Beaucoup d'immigrants préfèrent s'arrêter à Montréal car ils y trouvent des avantages. Certains observateurs comme Charles Stuart vantent même Montréal par rapport à Québec pour ses facilités de logement et d'approvisionnement en denrées et équipement. « I would recommend Montreal in preference, as the conveniences of lodging and of provisioning there, are, I believe, greater than at Quebec; as it is further on in the passage, and therefore would demand less expense and trouble of transport; and as every thing can be procured there, on terms as reasonable, or nearly as reasonable, as at Quebec »[38].

Parmi les familles d'immigrants qui atteignent Montréal, plusieurs choisissent de s'y établir pour quelque temps et se mettent à la recherche d'un logement. Dans ce cas, Charles Grece rappelle la variété des gîtes disponibles. Another family prefers perhaps the district of Montreal [...] They may then go to the inn [...] or to a boarding-house. If a stay is contemplated, a small house or lodging in some of the suburbs perhaps would be best. It is determined, we will suppose, to settle on land in this district. — It will be asked, therefore, where are spots to be found for settlers »[39].

Au cours du premier tiers du XIXe siècle, Montréal en vient à compter plusieurs hôtels et auberges qui accueillent les immigrants. Les plus fortunés préfèrent l'hôtel Rasco, le Masonic Hall, le Goodenough's hotel, le Mansion house, le Clamp's Coffee-House, le City Tavern, le British Tavern (aussi appellé Belfast) ou le Montreal hotel[40]. Les moins fortunés se dirigent vers l'hôtel Pomroy, le General Brock, le Cushing's ou le French hotel[41].

Pour un séjour d'une plus longue durée, beaucoup d'immigrants préfèrent rester dans une maison de pension, ou un « boarding-house », qui se multiplient dans la ville[42]. Les 23 mentions inscrites comme « boarding-house keepers » dans le Directory de 1819 de Thomas Doige témoignent de l'importance de cette manière de se loger à Montréal au début du XIXe siècle[43]. Beaucoup de Montréalais, propriétaires et locataires, prennent également des pensionnaires ou des sous-locataires avec eux, ce qui aide bien souvent à équilibrer le budget.

Enfin, la location immobilière est aussi une possibilité envisagée par les auteurs contemporains. Dans un guide destiné aux immigrants, bien que paru à la fin des années 1820, l'agent d'immigration A.C. Buchanan suggère cette solution et fournit à cet effet une échelle des loyers annuels correspondant aux capacités de payer de chaque groupe : « House rent in Quebec or Montreal. A first-rate private dwelling-house from 100 to 150 £ per year, unfurnished. – Shops, according to situation, from 31 to 100 £. – Tradesmen's dwellings from 20 to 30 £. – Inferior class dwellings from 10 to 15 £ »[44].

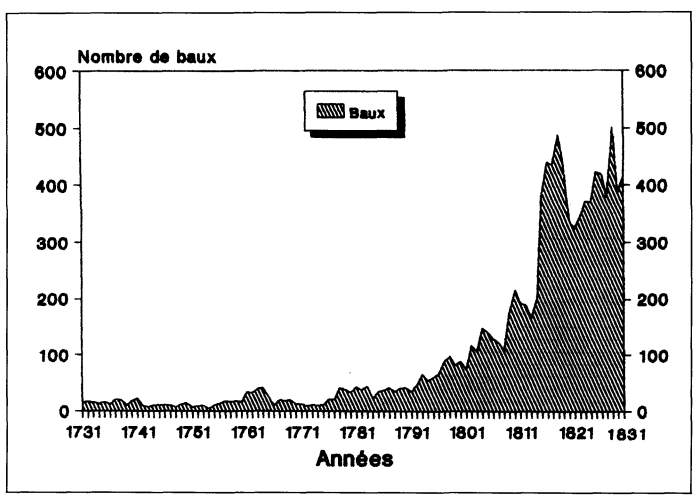
Il existe donc une relation certaine entre l'immigration et la location immobilière à Montréal. Baigné par cet important flux migratoire, Montréal passe de ville de propriétaires à ville de locataires. Atteignant environ 35% en 1741[45], la proportion de locataires aurait grimpé autour de 70% en 1825, selon le recensement de Viger. L'évolution du nombre de baux passés devant notaires de 1731 à 1831 reflète cette tendance du marché immobilier et permet d'en proposer une chronologie (graphique 3). On y observe quatre périodes-clé. Les années 1730 à 1760 montrent une certaine stabilité. La Conquête amène une activité modérée qui s'étend jusqu'au début des années 1790. De 1792 à 1819, on assiste à une progression régulière (freinée momentanément lors de la guerre de 1812-1814), qui s'accélère dans les cinq dernières années. Puis, la courbe accuse un certain essoufflement dans les années 1820 avant de connaître un nouveau départ en fin de période.

Le mouvement suivi par la courbe de progression des baux notariés concorde dans les grandes lignes avec la croissance de la population enregistrée chez les historiens et les observateurs contemporains conjugués, du moins si l'on retient l'hypothèse d'une forte croissance de la population montréalaise de 1815 à 1819, suivie d'une baisse dans les années 1820. De même, il nous paraît indéniable que cette courbe reflétant l'évolution du marché du logement locatif subit les contrecoups des fluctuations de l'immigration britannique, comme la comparaison avec le graphique 2 semble le démontrer. Cela apparaît particulièrement remarquable au cours de la période de libéralisation allant de 1815 à 1819, qui montre une hausse subite des locations consenties à des individus d'origine britannique.

Polarisation sociale et ségrégation spatiale

Bien qu'une différenciation soit perceptible dès l'époque de la Nouvelle-France, la société montréalaise s'est davantage hiérarchisée au tournant du XIXe siècle tout en paraissant offrir certaines possibilités d'ascension sociale comme en témoigne Edward Talbot dans les années 1820.

Graphique 3
Évolution des baux à loyer notariés, 1731-1831



Source: ANQM, archives notariales

> The population of this city has, by general consent, been divided into four classes: The FIRST is composed of the civil and military officers, the most respectable professional men in law, Physics, and Divinity, and the several members of the North West Company: — The SECOND, of merchants of large fortune: — The THIRD, of shopkeepers and the more wealthy mechanics: — And the FOURTH, of that class of men, which in England is distinguished by the appellation of the « lower orders ». Within the last twenty years, many men have acquired large fortunes in Montreal from very low beginnings; and it is worthy of remark that, although there are not, I believe, more than five or six families in the city, excepting those of the first class, whose rank in life, before the acquisition of their wealth, was above that of servants and mechanics, they exhibit as much pride, and as strong an inclination towards aristocratical distinction, as many of the oldest patrician families in Europe.[46]

Cette analyse est en quelque sorte appuyée par les récents travaux de l'historien Robert Tremblay sur le secteur des métaux. Selon lui, la majorité des promoteurs industriels étaient au départ des ouvriers spécialisés immigrés d'Angleterre qui, en une génération, réussissent à établir leur propre entreprise[47]. Mais si plusieurs travailleurs émergent et deviennent des entrepreneurs, pour la majorité des ouvriers la mobilité sociale ascendante paraît ne pas se concrétiser. Dans ses travaux sur le secteur du cuir, par exemple, l'historienne Joanne Burgess observe que les canaux de promotion tendent à se resserrer puisque le nombre d'apprentis-journaliers augmente sans cesse et que cette condition dure de plus en plus longtemps dans la vie active des jeunes travailleurs[48].

Ainsi, comme nous le verrons plus loin, le grand nombre et le fort pourcentage de journaliers et de domestiques à Montréal en 1825 est une caractéristique essentielle de la population qui s'articule à l'évolution d'une structure sociale engagée dans un mouvement de polarisation où la pauvreté devient de plus en plus importante. Au début du XIXe siècle, l'état de pauvreté caractérise probablement, aussi, beaucoup de migrants canadiens qui viennent des campagnes. Mais les sources nous manquent pour le vérifier.

Bien que ce ne soit pas toujours le cas, beaucoup d'immigrants qui partent d'Angleterre pour les colonies britanniques à partir du tournant du XIXe siècle sont pauvres. Mais, les sources ne permettent pas d'évaluer le pourcentage d'individus et de familles dans cette condition. La baisse des tarifs pour le transport vers les colonies britanniques est propre à attirer les plus démunis qui investissent bien souvent tous leurs avoirs dans l'aventure américaine. Plusieurs familles d'origine britannique se retrouvent ainsi à Montréal dans des conditions guère plus enviables que celles qu'elles ont quittées[49]. Avec l'importante vague d'immigration du milieu des années 1810, la misère des plus démunis à Montréal est tellement grande que des associations destinées à les soutenir sont fondées. C'est le cas avec la Female [ou Ladies'] Benevolent Society of Montreal qui s'occupe principalement des femmes pauvres et malades. En 1817, des notables font appel à la charité publique par le biais des journaux pour contrer la pauvreté à Montréal[50]. Une autre association, la Society for the Relief of Immigrants, naît en 1818 pour venir spécifiquement en aide aux immigrants en difficulté. Une « maison d'industrie » — sorte de *workhouse* britannique — est mise sur pied et ouvre ses portes en 1819 et vise à enrayer la mendicité et à fournir du travail aux personnes pauvres. À en croire le témoignage de Thomas Doige, la contribution de cette maison d'industrie paraît être significative.

> Formerly this town was considerably infested with beggars, who are licensed to this calling, and wore badges to that effect; an active magistracy has at lenght conquered this pernicious custom, and having procured the establishment of a work-house, in which the poor are employed and supported, beggars are now confirmed vagrants, and liable to be punished as such.[51]

Le grand nombre d'organismes de charité mis en place au début du XIXe siècle reflète le degré de préoccupation que pose alors le problème de la pauvreté à Montréal. Et cette réalité contraste singulièrement avec le Montréal de l'élite montante.

La polarisation sociale qui s'intensifie au tournant du XIXe siècle s'inscrit dans l'espace urbain. Ainsi dès la fin du XVIIIe siècle se dessine une géographie de la pauvreté à Montréal. La détresse est surtout visible dans les faubourgs qui, avec leurs logis nettement moins coûteux, concentrent les groupes les plus pauvres de la société montréalaise. Dans les années 1790, par exemple, John Ogden observe: « Extensive suburbs contain the laboring people [...] the suburbs furnish room for the abodes of the industrious and poor »[52]. Les loyers, les principales caractéristiques architecturales, les éléments constitutifs des locations, la composition professionnelle et la capacité de signer des locataires et des propriétaires sont autant d'indicateurs de cette ségrégation spatiale.

Dès l'époque de la Nouvelle-France, la ville *intra muros* et les faubourgs se distinguent l'un de l'autre par les éléments architecturaux de leurs habitats domestiques respectifs. À cela s'ajoute une structure locative en trois secteurs qui comprend un centre coûteux, une zone intermédiaire moyennement chère et une périphérie à loyers modestes[53]. Également, les locataires et propriétaires montréalais montrent une structure socio-professionnelle et socio-culturelle hiérarchique où chaque groupe tend à se concentrer dans des lieux distincts de la ville. Mais le phénomène n'est pas encore très marqué, de sorte que l'on ne peut parler à cette époque que de différenciation spatiale.

Mais, cette structuration urbaine évolue dans le temps, au fur et à mesure du développement des faubourgs et, au tournant du XIXe siècle, le passage à la ségrégation de l'espace urbain montréalais irait en s'accélérant. Ainsi, avec la règlementation pour combattre les incendies et l'expansion de la périphérie au cours du XVIIIe siècle et dans le premier quart du XIXe siècle qui l'accompagne, Montréal entre dans un processus de ségré-

gation spatiale qui conduit à une opposition sociale, économique et culturelle marquée entre la ville *intra muros* et les faubourgs. Les locataires et propriétaires moins nantis se dirigent vers les faubourgs où ils trouvent principalement des maisons de bois de petite dimension, souvent non chauffées, correspondant à leur faible capacité de payer qui les empêche de prendre une police d'assurance. Les faubourgs se peuplent ainsi majoritairement de gens issus des groupes populaires, exerçant surtout des métiers de transformation ou de journaliers, et dont un grand nombre est analphabète. Dans la ville *intra muros* les gens des services en viennent à s'y concentrer tout en repoussant les gens de la transformation. Parmi eux, les locataires sont disposés à payer un loyer élevé et les propriétaires sont prêts à payer relativement cher, premièrement, pour de spacieuses maisons de pierres garnies de toits de fer blanc, contre-portes et contrevents de métal que l'on prévient de la dégradation en prévoyant un appareil à chauffage et en contractant une police d'assurance et, deuxièmement, pour être situés à proximité des lieux de socialisation, d'affaires et de culture.

Mais l'analyse diachronique de nos sources a permis d'approfondir davantage cette problématique en permettant de suivre certains phénomènes associés à la dynamique du passage de la différenciation à la ségrégation. Un premier phénomène concerne le mouvement de la propriété. Ainsi, au début du XIXe siècle les gens des services majoritairement alphabétisés, surtout des commerçants, s'imposent dans la propriété locative de la ville *intra muros* et en viennent à percevoir des revenus allant de moyens à élevés. Pourtant très présents au XVIIIe siècle dans ce secteur de la ville, les gens de la transformation l'abandonnent graduellement. Ce processus se déroule en deux temps. Les analphabètes parmi eux sont évincés dès l'époque de la Conquête, suivis au tournant du XIXe siècle par ceux qui savent signer leur nom. Ces groupes se tournent alors vers les propriétés à revenus des faubourgs, offertes à des prix abordables et procurant de petites rentes. Ici, le processus de ségrégation prend tout son sens. L'élimination par étapes des moins instruits accompagne ainsi le renforcement de l'élite montréalaise qui organise les lieux centraux de la propriété immobilière locative à son profit. Chez les locataires, nous observons qu'une partie des individus exerçant un métier de transformation est peu à peu évincée de la ville *intra muros* pour être reléguée vers les faubourgs au XIXe siècle. Accompagnant ce mouvement, tous les logis baillés avec des outils de métier au XIXe siècle se trouvent dans les faubourgs alors qu'au XVIIIe on les retrouvait exclusivement dans la ville intra muros, suggérant par là un déplacement majeur des ateliers vers la périphérie.

Tout comme à l'époque de la Nouvelle-France, la configuration du parc immobilier locatif montréalais du XVIIIe et du début du XIXe siècle comporte un centre coûteux (le secteur commercial central), une zone intermédiaire moyennement chère (le reste de la ville *intra muros)* et une périphérie à faible coût (les faubourgs) qui évoluent également. Ces trois secteurs se sont restreint à la ville *intra muros* tant que la construction résidentielle s'est exercée à l'intérieur même des fortifications et que les maisons de bois y ont été majoritaires. Mais la naissance des faubourgs au milieu des années 1730 et leur développement subséquent a fait peu à peu sortir à l'extérieur des murs le troisième secteur. Nous voyons dans cet événement significatif pour le milieu montréalais la première étape du passage de la phase de différenciation à la phase de ségrégation de l'espace urbain montréalais[54]; il s'agit là d'un phénomène de croissance naturelle. La deuxième étape s'amorcerait, selon nous, avec l'immigration britannique constante des années 1790 et du tournant du siècle, et serait consommée à partir de 1815 lorsque le flux migratoire connaît un important mouvement haussier. Ce phénomène migratoire rompt avec le mouvement naturel en accélérant le passage à la ségrégation..

Transition, diversification et modernisation de l'économie

Depuis l'époque de la Nouvelle-France, Montréal a joué un rôle primordial dans le commerce des fourrures. Centre de ravitaillement pour les postes de l'Ouest, lieu d'entreposage de la fourrure et centre logistique pour les expéditions commerciales et militaires, Montréal cumulait alors des fonctions importantes dans le commerce et la défense de la colonie. Par sa prédominance, cette activité déterminait en majeure partie les caractéristiques de la population active de la ville, principalement tournée vers les services donc.

Puis, au cours des années 1790, la culture du blé se développe dans la péninsule ontarienne où se sont installés après la révolution américaine des milliers de Loyalistes et d'immigrants britanniques[55]. Dès lors, Montréal se retrouve au centre d'un commerce d'import-export visant à approvisionner ces populations coloniales du Haut-Canada. Également, d'étroites relations commerciales sont entretenues avec les populations de la Nouvelle-Angleterre et du Centre Est américain[56]. Autrefois ville de frontière d'où partaient les convois vers les « Païs d'En Haut », Montréal devient graduellement un port d'exportation du blé haut-canadien et de produits américains, ainsi qu'un port d'importation des produits manufacturés provenant d'Europe, d'Asie ou d'Amérique centrale, et destinés au marché local haut-canadien et américain[57]. Dans les années 1800, l'industrie du bois se développe également sur la rivière Outaouais et profite à Montréal.

En parallèle au commerce du blé et du bois, s'instaure un marché intérieur proprement montréalais, de plus en plus important, lié à la croissance démographique tant de la partie intra-muros, que des faubourgs, que de la campagne environnante. L'établissement de populations migrantes à Montréal stimule le marché de la consommation locale. Elles contribuent à la croissance de la ville et cela donne du travail à bon nombre de gens de métier et de journaliers déjà présents ou qui s'installent et permet à une certaine classe d'affaires (comprenant les commerçants, les manufacturiers et les financiers) de mieux s'enraciner et d'accumuler du capital. Beaucoup d'agents économiques déjà présents à Montréal font preuve

de dynamisme et profitent de cette situation en plaçant leur argent dans différents secteurs d'activité. Les ateliers ne sont pas toujours possédés par des maîtres artisans et beaucoup font l'objet d'un contrôle marchand, direct ou indirect. La mise en place de ce marché intérieur conduit ainsi à une diversification de l'économie montréalaise, ce qui aura évidemment un effet sur la structure des occupations. Le tournant du XIXe siècle sera témoin d'un changement considérable à ce propos. Malheureusement, nous n'avons pas de données précises couvrant les années 1792-1819. En remplacement, nous proposons d'utiliser des données déjà connues mais qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une lecture comparative, soit celles de 1715 et celles du recensement de 1825.

Établir la composition professionnelle de la population montréalaise à l'époque de la Nouvelle-France n'est pas chose aisée. Les seules données dont nous disposons actuellement reposent sur des estimations, telle celle de l'historienne Louise Dechêne qui s'inspire de différents documents[2]. Nous l'avons reprise ici en l'adaptant à notre propre grille de professions. Le résultat apparaît au tableau 3 qui montre la composition professionnelle de Montréal vers 1715.

Le secteur des services tient le haut du pavé et occupe près de la moitié de la population active de la ville. C'est là une caractéristique qui correspond, comme nous le mentionnions ci-haut, à la vocation commerciale de la ville. S'équivalant en terme d'effectifs, les gens du clergé et du commerce dominent le secteur des services tout en faisant de Montréal une ville d'échanges... tant spirituels que marchands. La forte présence des religieux et des religieuses poursuit l'esprit missionnaire qui a présidé à la naissance de la ville. En deuxième lieu, viennent les gens sans qualification véritable soit les domestiques et les manoeuvres ou journaliers. Leur proportion en dit long sur la précarité des emplois. On ne s'étonne guère alors de retrouver les artisans et hommes de métier en troisième place. Formant le groupe le plus nombreux parmi eux, les métiers de la construction et du bâtiment comptent jusqu'à la moitié des artisans de la ville et des faubourgs au cours du XVIIIe siècle; les nombreux incendies, le chantier des fortifications et le développement des faubourgs contribuant à maintenir leur part des effectifs.

Dans l'ensemble, puisque le commerce des fourrures demeure le secteur économique dominant durant tout le XVIIIe, cette structure professionnelle pourrait bien se maintenir durant la majeure partie du siècle, du moins est-ce l'opinion de Louise Dechêne qui écrit que: « à cause des blocages inhérents à l'économie de la colonie, aucun vent nouveau ne vient bouleverser cette structure professionnelle au cours du XVIIIe siècle ». Quant à nous, nous posons l'hypothèse que cette structure professionnelle héritée de l'époque de la Nouvelle-France se maintient jusqu'à la fin des années 1780, mais que les années 1790 amènent une transformation graduelle de celle-ci.

Toujours est-il qu'en 1825 la situation professionnelle à Montréal s'est passablement modifiée par rapport à celle du XVIIIe siècle. Cela se confirme lorsqu'on regarde les données

TABLEAU 3
La population active de Montréal vers 1715 et en 1825

	L.Dechêne *vers 1715*		GRSM *1825*	
	Nbre	*%*	*Nbre*	*%*
Services	**289**	**44,5**	**1 963**	**22,6**
Fonction publique	26	4,0	60	0,8
Aristocratie et armée	35	5,4	19	0,2
Commerce	85	13,1	860	9,9
Clergé	99	15,2	122	1,4
Professions libérales	4	0,6	173	2,0
Enseignement			81	0,9
Arts et spectacles			37	0,4
Restauration/hôtellerie	30	4,6	176	2,0
Transport	10	1,5	298	3,4
Divers services			137	1,6
Transformation	**168**	**25,8**	**2912**	**33,6**
Alimentation	5	0,8	251	2,9
Cuir	20	3,1	404	4,7
Vêtement	20	3,1	373	4,3
Bois			275	3,2
Métaux	20	3,1	242	2,8
Matériel de transport			139	1,6
Bâtiment/construction	40	6,1	897	10,4
Agriculture			152	1,8
Divers fabrication	63	9,7	179	2,1
Autres Situations	**193**	**29,7**	**3781**	**43,7**
Manoeuvres/Journaliers	97	14,9	1575	18,2
Domestiques	96	14,8	1935	22,3
Rentiers			266	3,1
Divers			5	—
TOTAL	**650**	**99,9**	**8656**	**100,0**

Sources:

Pour les données de 1715 : Louise Dechêne, **Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle** ***(Paris et Montréal, Plon, 1974), 374-375.***

Pour les données de 1825 : Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert [Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIXe siècle (GRSM), « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », RHAF, 30-3 (décembre 1976), 389, 408-415.

provenant du recensement effectué par Jacques Viger en 1825[3].

Le premier élément qui retient l'attention, c'est l'augmentation phénoménale de l'ensemble des individus oeuvrant dans les différents secteurs d'activité. Ensuite, la structure professionnelle s'est renversée. Ce sont les travailleurs sans qualification et en formation, cette fois, qui comptent pour près de la moitié de la population active. Les gens de la transformation, eux, représentent le tiers des effectifs. Si des secteurs profession-

nels comme la chaussure, le vêtement, les métaux, la fabrication alimentaire et la fabrication diverse prennent de l'expansion, c'est celui de la construction et du bâtiment qui marque le plus de points puisqu'il compte pour 10% des travailleurs urbains. Reposant sur ces groupes, l'économie de la ville s'est résolument tournée vers la production de biens plutôt que vers la production de services. Les gens des services, en fait, arrivent au dernier rang et comptent à peine pour plus de 20% de la population active. En pourcentage comparatif, c'est la moitié de ce que nous retrouvions au XVIIIe siècle. Même les commerçants ont subi des pertes en pourcentage bien qu'ils représentent encore 10% et que leur nombre a décuplé par rapport aux estimés de 1715. Ce pourcentage est même probablement inférieur étant donné qu'un certain nombre de gens de métier se qualifient de marchands tout en exerçant diverses activités. En 1825, donc, la composition professionnelle de la ville est déjà bien développée et relativement diversifiée. Des métiers et professions proprement urbains qui n'étaient pour ainsi dire pas représentés au XVIIIe siècle ont maintenant pignon sur rue comme des agents d'assurance, des charcutiers et des modistes.

On se rappellera à quel point l'historiographie est divisée quant à l'analyse de l'évolution du monde du travail à Montréal; l'historienne Joanne Burgess soutenant même qu'aucun changement qualitatif ne survient avant 1831 tout en insistant sur la continuité où une majorité d'ateliers embauche un personnel réduit, soit trois personnes et moins dans le secteur du cuir, et ce jusque vers le milieu du XIXe siècle selon elle. Pourtant, elle même fournit quelques exemples concrets de l'existence de gros ateliers avant 1831. Et si l'on ajoute à ces exemples ceux fournis par les historiens Jean-Claude Robert, Robert Tremblay et Robert Sweeny, force est de constater que le passage à la fabrique commence à poindre dans certaines entreprises bien avant l'année 1831 avancée par Burgess[58].

Dans les années 1790, par exemple, la tannerie Bayard and Smith établie dans le faubourg Saint-Joseph possède déjà une grande capacité de production. Dans les années 1810, les cordonneries de Gabriel Milotte et Munger & Jones sont également importantes, de même que la tannerie Joshua Hobart and Company dans les années 1820. Par ailleurs, fondée en 1824, la cordonnerie Stephen Field and Co. fait paraître la même année une annonce dans le *Montreal Gazette* pour embaucher trente compagnons cordonniers, puis elle opère en série. Également mise sur pied en 1824, l'atelier d'Alexander Bell intègre ensemble le tannage du cuir et la confection des chaussures. Au cours des mêmes années, la manufacture de souliers et bottes de William Galt est la plus importante dans ce secteur d'activité avec ses 45 apprentis. Dans le secteur du vêtement, la fabrique de Beniah Gibb qui s'implante en 1775 en viendra à regrouper un certain nombre d'employés. En 1817, la chapelerie d'Abner Bagg connaît une division du travail relativement poussée. Dans le secteur du bois, la scierie de John Molson et la cour à bois mise sur pied en 1806 dans le faubourg Sainte-Marie regroupent également un grand nombre de travailleurs. Mentionnons aussi l'atelier de matériaux de construction et d'articles de finition en bois de Charles-Simon Delorme dans le faubourg Saint-Laurent qui, d'une quinzaine de personnes qu'il emploie en 1804 passe à une soixantaine en 1834. L'atelier de meuble et d'ébénisterie fondé en 1818 par James Rollo, vendu en 1820 à George Gray et revendu à nouveau en 1834 à la firme Hilton & Baird, finit par employer plus d'une trentaine de personnes. Dans le secteur des métaux, la clouterie de T.D. Bigelow emploie en 1790 une douzaine d'apprentis-forgerons. La forge de George Platt en 1809 comprend un tour mécanique qui permet la fabrication d'objets en série. D'autres industries naissent comme la St.Mary's Foundry Co. de John Bennet en 1812 et la Eagle Foundry de Lebleus et Samuel Ward en 1820 qui fabriquent de l'équipement et de l'outillage pour les forges, tanneries et chantiers maritimes comme la St.Lawrence Steamboat Company de John Molson qui fabrique des navires à vapeur. Enfin, en 1825, la forge de Jonathan Alger emploie une trentaine d'hommes. Ajoutons à cette liste le fait qu'à la fin des années 1820, deux imprimeries comptent chacune au-delà d'une vingtaine d'employés : celles des journaux *Montreal Gazette*, de Robert Armour, et du *Canadien Courant*.

Ainsi, sans remettre en question la persistance des petits ateliers, ces exemples tendent à montrer que des années 1790 à 1830, on assiste à l'émergence à Montréal d'ateliers de fabrication qui concentrent plusieurs travailleurs dans un même lieu (doit-on alors parler de fabriques?), qui utilisent des techniques de production en série et la division du travail en tâches spécifiques, donc qui introduisent certains procédés propres à la première révolution industrielle. Mis en application principalement par les entrepreneurs d'origine britannique, comme les exemples ci-haut semblent l'indiquer, c'est là un phénomène nouveau qui est appelé à se répandre.

L'augmentation du nombre d'ateliers et l'expansion de plusieurs, qu'ils soient sous le contrôle d'un maître artisan, d'un marchand ou d'une association, engendrent des besoins accrus en capitaux. Le crédit personnel qu'accordaient marchands et notaires fortunés aux personnes apparentées et aux gens de leur entourage à l'époque préindustrielle demeure sans doute important, mais au fur et à mesure que la ville grossit cela ne suffit plus. La mise en place d'institutions bancaires est rendue nécessaire. Aussi, selon l'économiste Bray Hammond, dès les années 1800 la classe marchande montréalaise tente d'implanter des institutions de crédit à Montréal[59]. Ce point d'ancrage est tout à fait significatif de l'antériorité de ce genre de besoin. En 1817, la Chambre d'assemblée approuve enfin le projet de création de la Banque de Montréal bien qu'il faille attendre l'année 1822 pour obtenir la sanction royale.

De même, au début du XIXe siècle les compagnies d'assurance jugent maintenant avantageux de s'installer à Montréal[60]. Au cours du XVIIIe siècle on a développé dans la ville *intra muros* des habitudes de vie, un réseau de pompes et une architecture domestique extérieure visant à contrer l'élément destructeur, appuyé par les autorités politiques au moyen

d'une série d'ordonnances et de règlements. Si un incendie majeur se déclare en moyenne aux dix ans jusqu'à la fin des années 1760, les conflagrations s'espacent par la suite pour n'apparaître qu'aux trente ans environ. Un agent de la compagnie Phoenix de Londres, Jenkin Jones, ouvre ainsi un bureau en 1804. Dans un rapport daté du 25 août 1808, il fait valoir les avantages de la ville au point de vue de la sécurité.

> The great number of Fire proof Buildings every third house almost being of that construction certainly prevents every danger of Fire spreading to any extent. I cannot imagine it possible for more than three or four Houses to be destroyed by one accident [...] The number of houses, Churches, and Convents covered with Tin and protected by heavy Iron Shutters and Iron Doors give the Town a most gloomy appearance, but confer full security against those dangerous Fires which were anciently experienced in Montreal[61].

Vers 1818, des hommes d'affaires locaux fondent la Montreal Fire Insurance Company. Quelques années plus tard, en 1821, Abijah Bigelow représente les intérêts de la compagnie américaine Aetna de Hartford[62].

Bref, au cours de la période allant de 1792 à 1819, une classe d'affaire[63] s'organise et voit à assurer l'accumulation et la préservation de son capital. Cette classe d'affaires extérieure au commerce des fourrures et davantage liée à un capitalisme industriel et financier s'implante à Montréal et contribue au passage d'une ville de services à une ville de fabrication.

Aménagement urbain et révolution des transports

Outre ceux étudiés ci-haut, le Montréal des années 1792 à 1819 connaît d'autres changements, cette fois très concrets pour les Montréalais. Bien qu'ils soient déjà fort connus, rappelons-les tout de même afin de brosser le tableau le plus complet possible de la période.

Ainsi, Montréal est le théâtre d'un projet d'aménagement urbain majeur qui l'emputera du plus important élément d'architecture symbolisant la ville préindustrielle. Depuis l'époque de la Nouvelle-France, une fortification de pierre ceinturait la ville *intra muros*. Devenue vétuste, les autorités projettent dès le milieu des années 1780 de démolir ses vieux murs lézardés. C'est la loi du 8 avril 1801 ou « Acte pour abattre les anciens murs et fortifications qui entourent la Cité de Montréal, et pour pourvoir autrement à la salubrité, commodité et embellissement de la dite Cité » qui autorise à le faire[64]. Compliqué par une série de poursuites civiles, l'enlèvement des fortifications se poursuit jusqu'en 1817. Les travaux terminés, la ville montre un nouveau visage. On a procédé à la canalisation de la rivière Saint-Pierre et du ruisseau Saint-Martin (ou Petite rivière). Le long du fleuve Saint-Laurent, on a remblayé le rivage et construit la rue de la Commune. Au nord, l'enlèvement des murs a fait place à la rue Craig. La Place d'Armes et le Champ-de-Mars ont été agrandis. De nouvelles places publiques ont été aménagées: le Marché aux Foins à l'entrée du faubourg Saint-Antoine (aujourd'hui Place Victoria), le Square Dalhousie à l'entrée du faubourg Saint-Louis et le Nouveau Marché (aujourd'hui place Jacques-Cartier). Avec ce dernier, on a récupéré un immense terrain laissé vaquant après l'important incendie de 1803 et aménagé un marché public.

Par ailleurs, les années 1792–1819 voient également le gouvernement et les compagnies privées procéder à l'installation de services publics qui rompent encore avec l'organisation du Montréal préindustriel. En 1801, des entrepreneurs anglais forment la compagnie Proprietors of the Montreal Water Works (aussi appelée Compagnie des eaux de Montréal et Compagnie de L'acqueduc) construisent un aqueduc de bois recueillant les eaux du Mont Royal destinées à être distribuées chez les particuliers[65]. En 1819, les tuyaux de bois de l'ancien système sont remplacés par des tuyaux de fonte. Mais le faible débit des sources provenant de la montagne amène la suspension du projet d'aqueduc. Une nouvelle compagnie, mise sur pied en 1819, prend l'eau du fleuve cette fois, et l'achemine dans les demeures au moyen de pompes à vapeur.

D'autre part, en 1815, à l'initiative de quelques commerçants une vingtaine de réverbères à l'huile sont installés rue Saint-Paul. Quelques semaines plus tard, on éclaire le reste de la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame. En 1816, un comité de citoyens entreprend d'étendre le service à la grandeur de la ville et jusque dans les faubourgs. Attentive à cette demande, la Chambre d'assemblée accepte d'implanter un tel système d'éclairage et de créer un premier corps policier qui entre en fonction en 1818[66]. Un service de ramassage des déchets est aussi mis en place vers 1810 et opère du 1er mai au 15 novembre de chaque année. C'est l'Inspecteur des chemins qui emploie et supervise les charretiers engagés à cet effet[67].

Tous ces éléments contribuent à la modernisation de Montréal. Nous nous en voudrions d'oublier un dernier élément majeur de la période et qui arrime Montréal à la révolution des transports, soit l'une des caractéristiques essentielles de la première révolution industrielle.

Ainsi, d'énormes investissements sont consentis dans le domaine du transport au début du XIXe siècle. En lançant le navire à vapeur Accomodation en 1809, le brasseur, homme d'affaires et industriel John Molson révolutionne le transport des passagers et des marchandises sur le fleuve Saint-Laurent. Un second navire est lancé en 1813, puis six autres en 1819. L'usinage dans les chantiers navals de Molson à Montréal contribue à doter la ville de la technologie de pointe de la première révolution industrielle en terme d'énergie hydraulique[68].

Par ailleurs, les coûts associés au transbordement des marchandises de Montréal à Lachine *et vice versa* et la vive concurrence offerte par les États-Unis dans le transport des denrées depuis l'ouverture du canal Erié en 1817 amènent dès 1819 le projet de construction du Canal-de-Lachine. En contournant les rapides de Lachine, il permettrait un accès direct au haut Saint-Laurent et aux Grands Lacs ainsi qu'à la rivière Outaouais. Les travaux se déroulent de 1821 à 1825. Avec la cons-

truction de l'église Notre-Dame, c'est là l'un des plus gros chantiers de construction de Montréal pour l'époque après celui du démantèlement des fortifications.

Facilitant l'intégration des fonctions urbaines, tous ces changements symbolisent une ère nouvelle dans le développement de la ville en annonçant l'industrialisation.

Conclusion

La période couverte par notre étude amène donc des transformations majeures dans l'histoire de la ville de Montréal. Avec le tournant du XIXe siècle, en particulier, toute une série d'événements vont s'enchaîner pour permettre à la future métropole du Canada de rompre avec le Montréal préindustriel et la lenteur de son développement. Montréal connaît alors pour la première fois une phase d'urbanisation caractérisée par la croissance soutenue de sa population en pourcentages; ceci est un élément essentiel permettant le décrochage.

Le peuplement du bassin ontarien, la culture du blé au Haut-Canada et l'exploitation forestière dans la région de l'Outaouais contribuent à positionner Montréal dans un courant d'échange continental et Atlantique. Mais bien que le blé haut-canadien, et le bois de la vallée de l'Outaouais, se soient graduellement substitués depuis la fin du XVIIIe siècle à la fourrure de l'Ouest comme produits moteurs destinés à l'exportation, ce que l'on constate surtout c'est qu'au tournant du XIXe siècle on assiste au développement d'un marché intérieur. La croissance de Montréal est donc aussi grandement déterminée par le rythme de l'occupation du sol dans la vallée du Saint-Laurent et dans la péninsule ontarienne. Les paysans qui viennent s'établir dans les campagnes du haut Saint-Laurent et les immigrants qui voyagent et s'y installent vont former un important bassin de consommateurs et de producteurs. Montréal en vient ainsi à desservir une zone rurale qui englobe le Haut-Canada et s'étend jusqu'au nord des États-Unis.

Ce nouveau rôle de Montréal apporte une véritable diversification de ses activités économiques. Les premiers ateliers correspondant à une production typique du premier capitalisme industriel naissent. L'étude de la composition professionnelle indique que Montréal passe d'une ville de services à une ville de fabrication où les travailleurs sans qualification et en formation prennent la plus grande place aux côtés des gens de métiers. Dans le domaine de l'habitat, Montréal connaît aussi un changement majeur puisqu'elle passe de ville de propriétaires à ville de locataires. Dans l'ensemble, la société montréalaise est engagée dans un mouvement de polarisation où le fossé entre les riches et les pauvres se creuse et s'inscrit en une ségrégation de l'espace urbain. Également, Montréal tourne littéralement le dos à la ville préindustrielle en démolissant les fortifications, symboles de cette dernière, puis en réaménageant ses infrastructures et en modernisant ses services. Enfin, Montréal emboite le pas de la révolution des transports. Le moins que l'on puisse dire c'est que de 1792 à 1819, en moins d'une trentaine d'années donc, Montréal connaît une dynamique de croissance qui la conduit à des changements structurels. Montréal expérimente ainsi sa première véritable phase d'urbanisation, rompt avec la ville préindustrielle et adopte des caractéristiques de la première révolution industrielle devenant ainsi une ville en voie d'industrialisation.

Tous ces changements coincident avec l'amorce du mouvement d'immigration au cours de la période allant de 1792 à 1819. Par son flux grandissant, l'immigration britannique de cette période est, selon nous, un facteur primordial qui inscrit Montréal dans une véritable dynamique de croissance de sa population qui permet l'éclosion de tels changements. Mais les grands changements affectant la vie montréalaise au cours de la période ne résultent pas d'un processus interne d'industrialisation, ils découlent bien davantage des conditions créées outre-Atlantique par l'industrialisation anglaise, qui pousse les populations à émigrer, emportant avec elles la nouvelle technologie. Ainsi, alimentée en effectifs grâce aux réseaux maritimes qui la relie aux grandes villes britanniques que sont Londres, Liverpool, Edimbourg et Glasgow, Montréal connaît des transformations semblables à celles des grandes villes nord-américaines de l'époque, comme Boston, Philadelphie et New York[69].

Notes

1. Il s'agit ici de la version remaniée d'une synthèse exposée au début de notre thèse de doctorat intitulée *Montréal et son marché immobilier locatif de 1731 à 1831 : Stratification sociale, ségrégation spatiale et transition vers le capitalisme* (Département d'histoire, Université de Montréal, 1995), 565p. L'auteur remerçie les professeurs John A. Dickinson et Pierre Tousignant, respectivement directeur et codirecteur de la thèse, ainsi que le démographe Hubert Charbonneau qui a lu et commenté la partie sur l'évolution de la population. La présente recherche à reçu l'appui financier de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).
2. Voir Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle* (Paris et Montréal, Plon, 1974), 374–375.
3. Données provenant du Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIXe siècle (GRSM). Voir Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », RHAF, 30-3 (décembre 1976), 389, 408–415.
4. Louise Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIIIe siècle, *RHAF*, 27,2 (septembre 1973) : 163–179.
5. Jean-Claude Robert, *Montréal, 1821–1871. Aspects de l'urbanisation* (Thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1977), 491p.
6. *Ibid*, 236.
7. Voir Allan Pred, « Manufacturing in the American Mercantile City, 1800-1840 », K.T. Jackson et S.K. Schultz, éd., *Cities in American History* (New York, Alfred A. Knopf, 1972), 111–142.
8. Pierre Audet, *Apprenticeship in Early 19th Century Montreal, 1790-1812* (Mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université Concordia, 1975); Jean-Pierre Hardy et David-Thiery Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815* (Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977), 220p.; Robert Tremblay, « La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830 », *RHAF*, 33,1 (juin 1979), 44.
9. Voir Robert Sweeny, *Internal Dynamics and the International Cycle : Question of the Transition in Montreal, 1821–1828* (Thèse de doctorat, Université McGill, 1985), 20, 146-152, 181-183, 186-187, 207-208, 212-255.

10. Joanne Burgess, *Work, Family, and Community : Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831* (Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 1986), p. 447.
11. Joanne Burgess, « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique », *RHAF*, 31,2 (septembre 1977), 210.
12. Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal* (Montréal, Art Global / Libre Expression, 1994), 78-92.
13. Alan Stewart, « Colonisation, commerce et économie locale », dans Phyllis Lambert et Alan Stewart, dir., *Montréal, ville fortifiée au XVIIIe siècle* (Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992), 14; Robert, *ibid.*, 51,58.
14. Alan Stewart, « Reconstitution de la ville fortifiée du XVIIIe siècle », dans Phyllis Lambert et Alan Stewart, dir. *Montréal, ville fortifiée* (Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992), 62.
15. A.M. Stewart, *Settling in 18th Century Faubourg : Property and Family in the Saint-Laurent Suburb, 1735-1810* (mémoire de maîtrise en histoire, Université McGill, 1988), 230 p.
16. Voir Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Le Canada au début du XIXe siècle : une hypothèse », *RHAF*, 25,1 (juin 1971), 42-43. Voir aussi les travaux de certains de leurs étudiants. Par exemple Jean Lafleur, *Capital marchand et transition vers le capitalisme : étude sur les marchands montréalais au cours du premier tiers du XIXe siècle* (Mémoire de maîtrise en histoire, Département d'histoire, Université de Montréal, novembre 1988), 250p.
17. Pour une évaluation de la représentativité de cette source, voir Daniel Massicotte, « La représentativité des baux à loyer notariés : méthodologie d'une enquête sur le marché immobilier locatif à Montréal de 1731 à 1831 », *Histoire & Mesure* (École des Hautes Études en Sciences Sociales – CNRS Paris), à paraître en 1999.
18. Ce qui n'exclut pas de faire à l'occasion appel à des travaux qui ont couvert le territoire de la paroisse de Montréal.
19. *J. Hadfield, An Englishman in America, 1785. Being the Diary of Joseph Hadfield* (Toronto, Hunter-Rose Co., 1933), 47.
20. Voir J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, « Les tablettes statistiques de Jacques Viger (1825) », *Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19e siècle. Rapport 1972–1973* (Montréal, Université du Québec à Montréal), 2; L. Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIIIe siècle », *RHAF*, 27,2 (septembre 1973), 164; J.-C. Robert, *Montréal (1821–1871). Aspects de l'urbanisation* (Thèse de doctorat, Université de Paris I, 1977), 167; A. Stewart, *Settling an 18th Century Faubourg : Property and Family in the Saint-Laurent Suburb, 1735-1810* (Thèse de maîtrise en histoire, Université McGill, 1988); id., « Colonisation, commerce et économie locale », Phyllis Lambert et Alan Stewart, dir., *Montréal, ville fortifiée au XVIIIe siècle* (Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992), 46.
21. La formule du calcul du taux de croissance annuelle est la suivante :

$$r = \sqrt[m]{\frac{X_n}{X_t}} - 1 \times 100$$

r est le taux recherché, Xn la valeur de notre variable pour la dernière période, Xt la valeur de notre variable pour la première période, m la différence dans le nombre d'années entre la première et la dernière période. L'auteur remerçie les démographes Hubert Charbonneau et Yves Landry qui ont fourni cette formule.
22. Voir A. Stewart, « Colonisation, commerce et économie locale », 46.
23. Cette évaluation provient de travaux non publiés que le démographe Hubert Charbonneau du Département de démographie de l'Université de Montréal a aimablement communiqué à l'auteur.
24. En 1897, l'embargo commercial décrété par l'Angleterre pour contrer le blocus continental européen de Napoléon amène l'opposition des pays neutres qui y voient une limitation injustifiée à leur liberté de commerce. De plus, l'Angleterre arraisonne les navires et arrête plusieurs marins américains identifiés comme déserteurs de la marine anglaise. Les rapports diplomatiques entre les deux pays se dégradent rapidement et à nouveau les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre en 1812. Le conflit dure deux ans. Bien qu'il amène l'installation à Montréal d'un certain nombre de mercenaires allemands, il a principalement pour effet de freiner momentanément le mouvement de croissance que la ville connaît depuis le début du siècle, notamment à cause d'une réduction des échanges entre le Canada et les ports anglais qui entraîne un resserrement du flux migratoire. La guerre terminée, c'est à un rythme accéléré que les échanges entre l'Angleterre et le Canada reprennent et Montréal ne peut qu'en bénéficier. La reprise est telle qu'elle masque en partie la continuité de la croissance qui prend ancrage à la fin du XVIIIe siècle.
25. Voir Anonyme, « Plan de la ville de Montréal », 1731, British Library, Londres, Add. Ms. 15331.28. Reproduit dans C. Graham, *Mont Royal – Ville Marie. Vues et plans anciens de Montréal* (Montréal, Musée McCord d'Histoire canadienne, 1992), 35.
26. Voir le plan de 1767 reproduit à la Figure 9 de P. Lambert et A.M. Stewart, dir., *Montréal, ville fortifiée au XVIIIe siècle* (Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992).
27. A. Stewart, « Colonisation, commerce et économie locale », 45.
28. Dont Thomas Wright en 1770, James Peachey en 1784, Richard Dillon vers 1800, Edward Walsh en 1806, John Arthur Roebuck vers 1821-1824, John Elliot Woolford en 1821 et d'autres. Voir C. Graham, *op. cit.*, 41–85.
29. Voir S. Courville, « La crise agricole du Bas-Canada : éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 63 (décembre 1980), 394; id., *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada* (Québec, Les presses de l'Université Laval, 1990), 13–47.
30. S'installent à Montréal, par exemple, les Italiens Bruchesi, Delvecchio, Donegani, Giacomelli, Grisoni, Mazzoletti, Rasco, Rossi et Rusconi, les Allemands Grundell, Reinhardt, Schmidt, Schieffling, Wintzel et Weisenburg, de même que les Juifs Jacob, Judah, Samuel et Solomon Levy.
31. « A True Copy of ths Recensement by the Justices of Peace at Montreal », Québec, 7 novembre 1765, James Murray, Archives nationales du Canada, Colonial Office, 42/5, f. 30–31.
32. « Copy of the Register of the Parish of Montreal, commencing the 5th October 1766, ending the 5th September 1787, by the Rev. Mr. D.C. Delisle », *Rapport des Archives du Canada*, 1885, LXXX–XCIV.
33. J. Samson, *Sketches of Lower Canada* (New York), 1817), 190.
34. Comme nous ne faisons ici que présenter les principales étapes, nous référons le lecteur directement aux ouvrages de ces auteurs pour obtenir plus de détails. Voir W.A. Carrothers, *Emigration from the British Isles. With Special Reference to the Development of the Overseas Dominions*, 2e édition (Londres, Frank Cass & Co Ltd., 1965 [P.S.King, 1929] 2, 13–14; S.C. Johnson, *A History of Emigration. From the United Kingdom to North America 1763-1912* (Londres, Frank Cass & Co. Ltd., 1966 [1913], 1-2, 8-12, 101-104, 106-107, 176; H.I. Cowan, *British Emigration to British North America. The First Hundred Years*, revised and enlarged Edition (Toronto, University of Toronto Press, 1961), 11, 15, 19-25, 27, 34, 39-43, 51-52, 66-67, 73; K.A. Miller, *Emigrants and Exiles. Ireland and the Irish Exodus to North America* (New York et Oxford, Oxford University Press, 1985), 169-170, 175, 194-197.
35. I. Weld, *Voyage au Canada dans les années 1795, 1796 et 1797*, traduit de l'anglais, tome second (Paris, Gerars libraire, 1803), 35-36.
36. B.Silliman, *Remarks Made on a Short Tour between Hartford and Quebec, in the Autumn of 1819*, second edition (New Haven, S. Converse, 1824), 380.
37. P. Stansbury, *A Pedestrian Tour of Two Thousands Three Hundred Miles, in North America. To the Lakes, – The Canadas, – And the New-England States. Performed in the Autumn of 1821* (New York, J.D. Myers & Smith, 1822), 165.
38. F. Fairplay, *The Canadas as they Now Are* (London, 1833), 85.
39. C.F. Grece, *Facts and Observations respecting Canada, and the United States of America* (London, 1819), 40-41.
40. C. Stuart, *The Emigrant's Guide to Upper Canada* (Londres, 1820), 175.
41. C.F. Grece, *op. cit.*, 75.
42. Voir T. Doige, *An Alphabetical List of the Merchants, Traders, and Housekeepers, residing in Montreal. To Which is Prefixed, a Descriptive Sketch of the Town* (Montréal, James Lane, 1819), 24; J. Lambert, *Travels through Lower Canada, and the United States of North America, in the Years 1806, 1807, and 1808*, third edition,

corrected and improved, vol.2 (Londres, Baldwin, Cradock, and Joy, 1816, 517; T. Dwight, *The Northern Traveller* (New York, 1830), 199; An English Farmer, *A Few Plain Directions for Persons Intending to Proceed as Settlers to His Majesty's Province of Upper Canada in North America. Pointing out the best Port to embark at for Quebec* (Londres, Baldwin, Cradock and Joy, 1820), 43-45.

43. C.F. Grece, *op. cit.*, 75.

44. Un observateur offre une description remarquable des conditions matérielles rencontrées dans ces boarding-houses et dans les petits hôtels : « A short description of the boarding-houses and small inns in this country may be serviceable. Boarding-houses are numerous in the cities and towns of America. Those of the first class are respectable; and at them the accomodation is good and agreeable, particularly those where each of the company has separate bed-room. The charges are a dollar, or four shilling a day. In inferior boarding-houses the accomodations are not comfortable, or convenient, or good. The company consists of all classes, from the man of independent property to the mechanic. The beds are indifferent, and from four to ten are crowded in one room, destitute of curtains, &c. and swarming with fleas and bugs. In such houses there is no such thing as comfort or privacy. Inns of the second class bear a great resemblance to the latter kind of boarding-houses. A person may either board at them for so much a week, or pay for each meal separately : in that case the charges are extremely high : 2s. or 2s.6d. for breakfast; 2s.6d. for dinner, and 2s. or 2s.6d. for supper, without beer or liquor; besides sixpence or a shilling a night for a bed in a room where are half a dozen others. It must, however, be aknowledged, that the tables here are far more plentifully furnished with provisions than in England, and of as good a quality. The innkeepers in his country are too independant in their principles to pay the least attention to the comfort or convenience of their guests. They do not behave even with common civility. An Englishmen, who expects to find that ready compliance with his wishes and wants to which he has been accustomed in England, will be greatly disappointed. There are no bells, as there are no servants, at the inns in this country. The traveller finds himself solitary, unnoticed, and left to supply his own wants. If he is loud, or peremptory, or remonstrative, he is treated in return with insolence or contempt. The chief aim of the host is to get the stranger's money; generosity and benevolence are not ingredients in his composition », An English Farmer, *op. cit.*, 43–45.

45. T. Doige, *op. cit.*, 192p.

46. A.C. Buchanan, *Emigration Practically Considered* (Londres, 1828), 91.

47. Calculs effectués à partir d'une perquisition de la Compagnie des Indes occidentales en 1741 parue dans E.-Z. Massicotte, « Un recensement inédit de Montréal en 1741 », *Mémoires de la Société royale du Canada*, série III, 15 (mai 1921) : 1-61. Voir aussi D. Massicotte, « Stratification sociale et différenciation spatiale en milieu urbain pré-industriel : le cas des locataires montréalais, 1731-1741 », *RHAF*, 44-1 (Été 1990), 61–83.

48. E.A. Talbot, *Five Years' Residence in the Canadas (1818-1823) including a Tour through Part of the United States of America in the Year 1823*, 2 vols (London, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown and Green, 1824), 283.

49. Robert Tremblay, *Du forgeron au machiniste : l'impact social de la mécanisation des opérations d'usinage dans l'industrie de la métallurgie à Montréal, de 1815 à 1860. Thèse de doctorat en histoire* (Montréal, UQAM, 1992), 80–96.

50. Joanne Burgess, *Work, Family, and Community : Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831 (Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 1986), 143; aussi 249–258.*

51. Quelques récits de voyageurs expriment avec pathétisme le désespoir de certains immigrants débarqués à Montréal. Par exemple, « When lately passing through Montreal (in October, 1819), an elderly man entered a shop where I stood, and asked the shopkeeper for some assistance for his family, which he declared to be large, and to be in a deplorable condition. I learnt that he was a recently arrived emigrant, and accompanied him to his lodging. There I found his wife (...) extended in a confined room, extremely reduced by a dangerous fever, and surrounded by seven poor little children, three of whoom were sick, and all of whom were helpless. The man, whose serious and affectionate demeanour interested me, had failed in a small business in the south of Ireland. His brother (...), himself in narrow circonstances (...) offered his little store, fifty guineas (...) offered it to his distressed relation, either to renew his struggle at home, or to seek for happier circumstances in another country. Emigration to Canada was the choice; and the poor man, after exhausting his little stock, had reached Montreal, just before the beginning of the long and rude winter of that place; to see his family pining in sickness and in want amongst strangers, while the indispensable attendance which they needed forbade him to engage in work which would necessarily have separated him from them (...) ». C. Stuart, *op. cit.*, 76–77.

52. « Distress of the Lower Class of the People. It has been ascertained by Gentlemen of the first respectability who have taken much pains to inquire, that they are not less than 1500 persons in the suburbs of this city reduced to actual distress from want of the necessaries of life. It is unnecessary to observe, that these are Bread and Fuel, both of which are at price beyond the reach of hundreds of families, whose delicacy forbids them making known their urgent wants,. The distressing scenes in many families are truly hearthrending. To alleviate those dreadful sufferings, we rejoice to state that J.P.Lephron (sic), and Henry McKenzie, Esquires, are about collecting voluntary subscriptions. It is hoped that the citizens of Montreal well give renewed proofs of their humanity and liberality, by subscribing such sums as their respective situations may admit; for never were the cravings of indigence more acute, nor immediate relief more required ». *The Montreal Herald*, 25 janvier 1817.

53. T. Doige, *op. cit.*, 25–26.

54. J. Ogden, *A Tour through Upper and Lower Canada. By a Citizen of the United States* (Litchfield, 1799), 8, 12.

55. Voir Daniel Massicotte, « Stratification sociale et différenciation spatiale en milieu urbain préindustriel : le cas des locataires montréalais, 1731-1741 », RHAF, 44,1 (Été 1990), 61–83.

56. Voir James E. Vance, « Focus on Downtown » dans Larry S. Bourne, éd., *The Internal Structure of the City. Readings on Space and Environment* (Toronto, Oxford University Press, 1971), 112–120.

57. Dès la fin des années 1790, un voyageur écrit : « the rapid and extensive western settlements, since the last war, call for a large supply of merchandize which is paid for in wheat, lumber, and many other articles of produce, with some furs also ». J. Ogden, *op. cit.*, 9.

58. Voir C.F. Grece, *op. cit.*, 49–50; F. Fairplay, *op. cit.*, 24.

59. Voir P. Finan, *Journal of a Voyage to Quebec in the Year 1825* (Newry, 1828), 191–192.

60. Voir Joanne Burgess, « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840–1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique », *RHAF*, 31,2 (septembre 1977) : 178-210; id., *Work, Family, and Community : Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831* (Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 1986), 725p.; Jean-Claude Robert, *Montréal, 1821–1871. Aspects de l'urbanisation* (Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1977), 491p.; Robert Sweeny, *Internal Dynamics and the International Cycle : Questions of the Transition in Montreal, 1821-1828* (Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université McGill, 1985), 321p.; Robert Tremblay, *La nature des procès de travail à Montréal entre 1790 et 1840* (Mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université de Montréal, 1979), 216p.; Robert Tremblay, *Du forgeron au machiniste : l'impact social de la mécanisation des opérations d'usinage dans l'industrie de la métallurgie à Montréal, de 1815 à 1860*, thèse de doctorat en histoire (Montréal, UQAM, 1992).

61. Voir B. Hammond, « Banking in Canada before Confederation, 1792-1867 » dans W.T. Easterbrook et M.H. Watkins, *Approaches to Canadian Economic History*, The Carleton Library No. 31 (Ottawa, Gage, 1980) : 127–168.

62. L'installation des différentes pompes dans la ville amoindrit certainement les risques d'incendie. En 1819, Thomas Doige écrit à leur propos : « The fire insurance companies will know how to appreciate these advantages, as the fire engines, kept in the town, were found of indifferent use in the winter, before the water works were established ». Voir *op. cit.*, 21–22.

63. ANC, MG 24 D11, *Phoenix Insurance Company*, vol.1, Jenkin Jones to Matthew Wilson, 25 August 1808, 92–93.

64. Voir J.C. Weaver et P. de Lottinville, « The Conflagration and the City : Disaster and Progress in British North America during the Nineteenth Century », Histoire sociale / Social History, 13,26 (novembre 1980), 442; Thomas Doige, *op. cit.*, 45.

65. Nous préférons l'expression « classe d'affaires » à celle de « bourgeoisie » à cause des problèmes que pose le sens de cette dernière. Voir Daniel Massicotte, « Être bourgeois de la Nouvelle-France au Bas-Canada : Éléments de réinterprétation par le juridique », *Cahiers d'histoire*, XIII, 1 (Printemps 1993) : 5–33.

66. *Journal de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, depuis le 8^{e} janvier jusqu'au 8^{e} avril 1801 inclusivement, dans la 41^{ième} année du règne de Sa Majesté Georges Trois, (1801), 321ss.

67. Voir J.-C. Marsan, *Montréal en évolution. Historique du développement de l'architecture et de l'environnement montréalais*, deuxième édition (Montréal, Fides, 1974), 164; J.-C. Robert, *Montréal, 1821–1871. Aspects de l'urbanisation*, 230–231; Robert Tremblay, *La nature des procès de travail à Montréal entre 1790 et 1840*, 41.

68. W.H. Atherton, *Montreal (1534–1914)*, vol.2, *Under British Rule 1760–1914* (Montreal, S.J. Clarke, 1914), 397ss, 413ss; J.-C. Marsan, *op. cit.*, 164.

69. *Regles et reglements de police pour la ville et les fauxbourgs de Montreal. Approuvés et confirmés par les Juges de la Cour du Banc du Roi, dans le Terme de Février, 1810,* art, 23, 27–29; *Règles et réglements de police pour les fauxbourgs et la cité de Montréal*, publié par autorité (Montréal, James Lane, 1817) art.18, 31–33; *Rules and Regulations of Police for the City and Suburbs of Montreal*, Published by Authority (Montréal, William Gray, 1821), 47p.

70. Voir G.J.J. Tulchinsky, *The River Barons : Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1857* (Toronto, University of Toronto Press, 1977), 6–7.

71. Voir Betsy (Elizabeth) Blackmar, « Re-Walking the 'Walking City' : Housing and Property Relations in New York City, 1780–1840 », *Radical History Review*, 21 (automne 1979) : 131–148; Gary B. Nash, « The Social Evolution of Preindustrial American Cities, 1700–1820 : Reflections and New Directions », *Journal of Urban History*, 13,2 (février 1987) : 115–145; Sharon V. Salinger et Charles Wetherell, « Wealth and Renting in prerevolutionary Philadelphia », *Journal of American History*, 71,4 (mars 1985) : 826–840.